

REGARDS

APRÈS LA CONFÉRENCE CLIMATIQUE COP24

Sommet noir

Raymond Klein

Face aux intérêts économiques et aux inquiétudes populaires, la lutte contre le changement climatique bat de l'aile. L'urgence impose de marier la radicalité écologique à la radicalité sociale.

C'était mal parti. Quelle idée aussi d'organiser la COP24, la conférence annuelle sur le réchauffement climatique de 2018, en Pologne, un des pays les plus dépendants du charbon et qui refuse une décarbonisation rapide ! De surcroît Katowice, choisie comme ville hôte, a bâti sa prospérité sur le charbon, et la région alentour recense la plupart des mines polonaises encore actives. Les négociations sur la concrétisation de l'accord de Paris de 2015, relativement ambitieux, avaient mal avancé ces dernières années. Difficile d'espérer un bon résultat d'une « Conference of Parties » (COP) présidée par la Pologne, et qui a duré du 2 au 15 décembre.

Jaunisse planétaire

Mais la mise en question du processus mis en marche avec l'accord de Paris ne s'est pas arrêtée là. De manière inattendue, le mouvement des gilets jaunes en France, depuis la fin octobre, a donné une raison de plus de désespérer. Quelle que soit l'analyse sociologique et politique qu'on en fait (voir woxx 1505), le mouvement a eu valeur de symbole dans le débat sur le réchauffement

climatique. En effet, c'est la hausse des taxes sur les carburants, considérée comme une mesure antisociale, qui a mis le feu aux poudres. Dans la presse internationale, les interrogations sur la compatibilité des politiques climatiques avec celles de justice sociale se sont multipliées.

Dès les premiers jours de la COP24, d'autres mauvaises nouvelles sont tombées. D'une part, la Pologne s'est montrée encore plus restrictive envers les militant-e-s de la société civile que les instances de l'ONU, allant jusqu'à refuser l'entrée sur le territoire à une douzaine de participant-e-s (voir woxx 1506). D'autre part, les États-Unis, la Russie, l'Arabie saoudite et le Koweït ont bloqué une résolution qui devait « saluer » le rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement de 1,5 degré. Ce rapport spécial de l'Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC ou Giec), publié début octobre, avait été considéré comme une sonnette d'alarme par rapport à la lenteur et à l'ambition insuffisante des politiques climatiques (voir woxx 1497).

Le rapport étudie les différences entre un réchauffement atteignant 2 degrés par rapport au début de l'ère industrielle et celui limité à 1,5 degré. Comme on pouvait s'y attendre, les conséquences pour l'écosystème Terre sont nettement plus graves dans le premier scénario que dans le second. Notons que l'on parle de la température moyenne d'ici la fin du



Entre espoir et
résignation face à
Gambia 2 : la manif
du 8 décembre devant
la Chambre.



PHOTOS : ECKHART SCHMIDT/ETIKA

siècle, et que déjà aujourd'hui, cette température est environ 1 degré plus élevée qu'au 19e siècle.

Plus rien à faire ?

La recommandation officielle est donc claire : il faut maintenir l'augmentation en dessous de 1,5 degré parce que cela permettra de sauver au moins un dixième des récifs coralliens, réduira d'un tiers la probabilité d'étés de grande sécheresse et fera monter le niveau de la mer de dix centimètres de moins. Mais une lecture attentive et quelque peu cynique du rapport pourrait aboutir à une autre conclusion : celle que même avec un réchauffement de « seulement » 1,5 degré, on est mal, puisque deux étés sur cinq seront du type 2003 ou 2018, et que la montée de l'eau pourra atteindre un mètre.

Faut-il en conclure que faire mieux que 2 degrés est sans importance, parce que de toute façon, c'est foutu ? Non, car la différence entre 1,5 et 2 degrés est significative. Surtout, à 2 degrés, la probabilité d'atteindre des points de basculement (« tipping points »), qui déclenchent des cercles vicieux, est beaucoup plus élevée. Il s'agit notamment de la disparition de glace dans l'Arctique et de la libération du méthane des pergélisols, processus susceptibles de s'autoaccélérer.

La véritable conclusion à tirer du rapport spécial est donc qu'une limi-

tation de l'augmentation de la température à 1,5 degré suffira à peine et que le scénario à 2 degrés n'est plus une option. Rappelons que l'accord de Paris prescrit de contenir la température « nettement en dessous de 2 degrés (...) et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 degré ». En fait, mentionner la cible de 1,5 degré dans cet accord était considéré comme une percée dans le débat politique, mais du côté de la société civile et des expert-e-s, cette valeur était depuis longtemps considérée comme l'objec-

tif à privilégier. Et dès 2015, on savait qu'il faudrait au plus vite changer de trajectoire de réduction des émissions mondiales de CO₂. Pourtant, la révision des engagements officiels des pays - notoirement insuffisants - a été remise à 2020.

Quelle transition juste ?

Qu'est-ce qui dissuade la classe politique de se rallier à l'évidence scientifique et d'agir en conséquence ? D'un côté, de toute évidence, les intérêts économiques en

jeu. Comme dans d'autres domaines, l'équilibre - ou déséquilibre - entre pouvoir démocratique et pouvoir de l'argent qui caractérise notre modèle de société conduit à une politique climatique qui n'est pas au service des intérêts du plus grand nombre. De l'autre côté, les hésitations des politicien-ne-s reflètent les hésitations de leurs électeur-trice-s face à la grande transition verte. Certes, ces hésitations proviennent en partie de l'aversion à tout changement, très humaine mais pas très rationnelle. Mais il est tout à fait rationnel de se demander, comme

THEMA



La colère des gilets verts.

l'ont fait les gilets jaunes, si la taxation des carburants était socialement juste, alors que d'autres impôts, notamment celui sur la fortune, avaient été réduits ou abolis.

Les représentants des mineurs polonais qui, durant la COP24, ont ré-

clamé une « transition juste » étaient sans doute instrumentalisés par les compagnies charbonnières. Mais là encore, la Confédération syndicale internationale est dans son rôle quand elle se félicite du fait que cette question est enfin discutée. Au grand-du-

ché, l'augmentation - enfin - annoncée des taxes sur les carburants donnera lieu au même débat, surtout si elle n'est pas accompagnée de politiques de justice sociale. L'apologie du « tourisme à la pompe » par le Groupement pétrolier luxembour-

geois donne un avant-goût des discours tendancieux auxquels il faudra s'attendre (voir encart).

La « transition juste » n'est pas seulement un enjeu intérieur à chaque pays dans le cadre de sa propre politique climatique. Le grand manque de justice sociale risque de se manifester au niveau des rapports entre les pays, et notamment entre les populations appauvries du Sud et celles relativement aisées du Nord. L'orientation internationale des politiques climatiques doit être compatible avec l'amélioration des conditions de vie des populations les plus dans le besoin. C'est ce qu'a compris le Club de Rome qui, dans son récent rapport « Transformation is feasible », étudie comment concilier les objectifs du développement durable avec les limites écologiques de la planète (voir woxx 1498). En fait, il faudrait une sorte de Green New Deal à l'échelle de la planète, qui impliquerait l'ensemble des populations dans la transition écologique indispensable, en leur promettant plus de justice sociale. Un maintien ou un renforcement des inégalités conduirait au contraire à un monde de plus en plus divisé et gouverné par la force - scénario peu propice au respect des limites écologiques.

Optimisme intempestif

« Un succès », c'est ainsi que la radio 100,7 a cité Carole Dieschbourg dès le lendemain de la COP24. Comme à son habitude, la ministre de l'Environnement a essayé de « positiver » en insistant sur le fait que la conférence avait accompli sa mission : adopter un « rulebook » pour l'accord de Paris. Effectivement, il s'agit là d'un préalable technique important afin de pouvoir coordonner les politiques décidées en 2015, et Dieschbourg elle-même a contribué à faire aboutir les négociations sur la plupart des points litigieux - sachant que la question du comptage des mesures forestières, notamment au Brésil, a été remise à 2019.

On peut se demander si la présentation de l'avancement des politiques climatiques sous un jour favorable est vraiment une bonne idée. Car elle risque de faire oublier que, en ce qui concerne la trajectoire de réduction des émissions et la révision des engagements officiels des pays, on a perdu trois ans. De surcroît, un des arguments des optimistes a désormais été invalidé : le pic des émissions n'a toujours pas été atteint. En fait, la stabilisation apparente des émissions ces dernières années était sans doute due à la crise économique et est désormais plus que compensée par la conjoncture favorable et

Chambre : Vive le climat !

(lm) - « Nous devons laisser les énergies fossiles sous terre et nous concentrer sur plus d'équité. Et s'il est impossible de trouver des solutions à l'intérieur du système, peut-être devrions-nous changer le système », a proclamé Georges Engel (LSAP) à la tribune de la Chambre mardi dernier. Il ne citait pas le programme du LSAP, qu'on se rassure, mais la lycéenne et militante climatique suédoise Greta Thunberg (voir ci-contre). Dans le cadre du débat parlementaire autour de la COP24, Engel s'est affiché comme champion de la complémentarité des deux causes écologique et sociale : « La transition énergétique devra respecter la justice sociale afin qu'elle soit portée par la population. » Une approche qui, ces dernières décennies, avait pratiquement disparu des discours socialistes.

Aussi bien Marco Schank pour le CSV que Henri Kox pour les Verts ont défendu, moins radicalement, le même type d'idée : il ne faut pas s'aliéner la population et il n'est pas acceptable que les riches s'enrichissent aux frais du climat. Quant à David Wagner (Déi Lénk), il s'est carrément félicité qu'après la révolte contre l'injustice, c'est désormais aussi la révolte contre le changement climatique qui met en question le système capitaliste.

À la tribune de la Chambre, la ministre Carole Dieschbourg n'a pas renié le bilan critique de la COP24

fait par les députés. Elle a également affirmé que la préservation du climat et la lutte contre la pauvreté étaient deux faces de la même médaille, mais s'est voulue conciliante : « Nous avons besoin de tout le monde, surtout de la société civile, ainsi que du secteur privé. »

Concernant la sortie du tourisme à la pompe, soulevée par Wagner, Dieschbourg a omis d'en parler. C'est que, dans le programme gouvernemental, ce point est laissé dans le flou (voir online : woxx.eu/g2climat). Et que l'annonce d'augmenter - en douceur - les accises a déjà donné lieu à une réaction du Groupement pétrolier luxembourgeois. Celui-ci a affirmé sur les ondes de 100,7 qu'une telle mesure ne bénéficierait en rien au climat. Pour être contredit quelques jours plus tard par l'expert Michel Cames : les prix bas des carburants modifient bien évidemment le comportement des automobilistes de la Grande Région, comme le woxx l'a aussi expliqué maintes fois. On peut craindre que la politique de la ministre verte dans le nouveau gouvernement ne soit marquée par la prudence en la matière. La politique des petits pas est-elle la seule possible ? Pour citer Greta Thunberg : « Tant que vous ne vous concentrez pas sur ce qui est nécessaire plutôt que ce qui est politiquement faisable, il n'y a pas d'espoir. »

les politiques irresponsables des États-Unis et d'autres pays. D'ailleurs, comme l'a montré son intervention à la Chambre, la ministre est tout à fait consciente des insuffisances de la COP24 et de la nécessité de revoir les objectifs à la hausse (voir encart).

Du côté des ONG, le son de cloche est différent : elles sont unanimes pour critiquer l'inadéquation des négociations de Katowice. La déception a notamment été exprimée par la lycéenne suédoise Greta Thunberg, qui s'est adressée à l'assemblée plénière à Katowice : « Nous ne sommes pas venu-e-s pour implorer les leaders mondiaux de prendre conscience du problème. Vous nous avez ignoré-e-s par le passé et vous nous ignorez encore. (...) Nous sommes venu-e-s pour vous dire que ça va changer, que vous le vouliez ou non. »

Voici les gilets verts

Thunberg avait entrepris une grève scolaire il y a quatre mois pour que son gouvernement applique les engagements de Paris. Cela a conduit à des initiatives semblables de jeunes dans d'autres pays. Et ce n'est pas le seul signe que « ça va changer ». Aux États-Unis, la politicienne Alexandria Ocasio-Cortez, nouvellement élue à la Chambre des représentants, a lancé l'idée d'un Green New Deal, avec l'appui de mouvements de jeunes. Certes, il s'agit d'une initiative à l'échelle du pays, mais si la logique du couplage entre justice et écologie réussit aux États-Unis, elle a des chances de s'imposer à l'échelle mondiale.

Quant au mouvement de désobéissance civile Extinction Rebellion, qui a entrepris des actions de blocage à Londres en novembre dernier, il s'est d'office situé dans une logique internationaliste, et des groupes se sont formés ailleurs en Europe. En France, en plein mouvement des gilets jaunes, les marches pour le climat du 8 décembre étaient également placées sous le signe de la convergence des luttes, c'est-à-dire la complémentarité des demandes de justice sociale et de protection de l'environnement (voir online : woxx.eu/calarm).

Face à une classe politique léthargique et aux dangers d'une dérive populiste anticlimat, verra-t-on le grand soulèvement des gilets verts ? L'idée fait en tout cas son chemin - même au Luxembourg, paradis des automobilistes, une marche pour le climat a eu lieu malgré la pluie battante. Et ici comme ailleurs, le principe de ne plus séparer l'environnemental et le social est bien établi. Il ne reste plus qu'à convaincre les 99 pour cent.

visitez woxx.lu l'hebdomadaire au quotidien



déi aner wochenzeitung
l'autre hebdomadaire
Luxembourg

all Freideg
um Kiosk
en kiosque tous
les vendredis
www.woxx.lu

Home Agenda Kino Contact Info Archive Pub Abo Telexx Droit de réponse

CFL SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER LUXEMBOURGEOIS

DAGESBILLJEE

VALABLE
DU 01/10/2014 AU 02/10/2014
jusqu'à 4:00 le matin

ADULTE 01
Classe 2

Umsonst zu spät kommen? ...
Der öffentliche Transport soll kostenlos werden. Das ist aber nicht der einzige "4,00"
interessante Punkt in der Mobilitätspolitik der neuen Regierung.



woxx nr 1507
21.12.2018

Search OK

agrar aktuell bd bildung buch-tipp
cd-tipp citizen délégué débat
dossier droit de réponse edito
éducation économie émwelt energie
europa event expo feminismus
filmtipp/flop fräi tribün frankräich
fuerschung gaart gender geschicht
gesellschaft gesondheet interglobal
Interview kino kommentar konsum
kooperation kultur kultur direkt
kulturkampf lieserbréif lifestyle
literatur magazin medien migration
musik news notes from the night
notes from the phil petition
philosophie podcast politescht buch
politik portrait replik reportage
resto-tipp serie sociales thema tips
tourismus transport tribune libre
wissenschaft woxx@home
woxxenrückblick www

Dossiers

online-woxx wahlen2018
gemengewahlen_2017
referendum2015 réfugiés klima2015
rapport artuso 1917 wahlen2013
what_the_facts europawahlen2014
geschicht jüdische minderheit
anders_wirtschaften demenz presse
unter druck ampelgespräche2013

D'Joer, dat d'Welt verännert huet –
Blog



Tweets von @WOXXHEBDO

WOXX
@WOXXHEBDO
Sortie de Toubi?
Les sites ardennais de Haut-
Marlange et Hombach disparaissent
dans Toubi. La nouvelle ministre de la
Culture assure que le gouvernement
continuera sur la lancée entamée en...
diplomatie de cette année.
www.kulturs-ardennais...



WOXX
@WOXXHEBDO
Die „Fédération des Associations des
Psychothérapeutes du Luxembourg“
(Fapsylux) und die „Caisse Nationale
de Santé“ (CNS) kommen in puncto
Kostenträger auf keinen
grünen Zweig. Fapsylux ist dennoch
zuversichtlich. woxx.kulturs-glas-ist h...

Einbetten Auf Twitter anzeigen



Radio 100,7 : Bettel esquivé

By Luc Caregar | 2018-12-20 | Aktuell, Medien, Politik

Dans sa réponse à une question parlementaire du député David Wagner (Déi Lénk), l'ancien et nouveau ministre des Médias ne semble toujours pas vouloir admettre les difficultés dans lesquelles se trouve la radio publique après cinq ans de sa tutelle.



Un certain agacement est détectable entre les lignes de la question posée par David Wagner et de la réponse donnée par le premier ministre. Alors que Wagner insiste sur une question restée sans réponse de l'ancien ministre Sam Tanson, concernant des divergences entre le président du conseil d'administration et l'ex-directeur de la radio (« Comme vous n'avez pas jugé utile de répondre à cette question, je me permets de la reformuler tout en la complétant »), Xavier Bettel estime que la question du député concernant l'influence qu'exerce son chef de cabinet Paul Konsbruck dans le conseil d'administration de la CLT-UFA « n'a aucune pertinence dans ce contexte ». [mehr lesen](#) / [lire plus](#)

Tagged 100, 7, bettel, CLT-UFA, Gouvernance, Konsbruck, loschetter, medias, online-woxx, service public, Wagner, webexclusive

Nationaler Bildungsbericht 2018: Und sonst so?

By Isabel Spigorelli | 2018-12-20 | Aktuell, Bildung, News, Politik

An der Universität Luxemburg wurden am 12. Dezember olle Kamellen verteilt. Von wem? Von der Uni und dem Bildungsministerium. Offiziell wurde der Nationale Bildungsbericht 2018 vorgestellt.



Einer der Aufzüge im futuristischen „Learning Center“ auf Belval fährt nur ins erste Stockwerk. Und wieder runter. Blöd, wenn die Pressekonferenz zum Nationalen Bildungsbericht vom Script (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, des Ministeriums für Bildung, Kinder und Jugend) und dem Lucet (Luxembourg Centre for Educational Testing, Universität Luxemburg) im zweiten Geschoss stattfindet. Am anderen Ende des Gebäudes. Ein verwirrender Start, der zu allem was folgte, passte. Das, was vom 205-seitigen Bildungsbericht vorgestellt wurde, gleicht einem Aufzug zwischen zwei Etagen. [mehr lesen](#) / [lire plus](#)

Tagged Bildung, Bildungspolitik, online-woxx, webexclusive

Acheter deux fois plus, quatre fois moins cher

By Frédéric Braun | 2018-12-20 | Gesellschaft

Le court métrage « Rethink Your Clothes » doit sensibiliser les jeunes consommateurs aux conditions des travailleurs du textile.



En quelques années, la donne a radicalement changé : aujourd'hui, en moyenne, nous achetons deux fois plus de vêtements qu'il y a encore quinze ans, alors que nous les payons environ quatre fois moins cher. Marie-Josée Jacobs, présidente de la fondation Caritas se veut claire : le but de la campagne Rethink Your Clothes n'est pas de choquer, mais d'inciter à réfléchir afin de « produire un changement dans la durée » – en particulier auprès des jeunes consommateurs, qui disposent déjà d'un certain pouvoir d'achat. [mehr lesen](#) / [lire plus](#)

lesen / lire plus

Tagged Caritas, Fair Trade, online-woxx, webexclusive

Ein Känguru wie du: Claude Meisch antwortet Fernand Kartheiser

By Jolli Adams | 2018-12-20 | Aktuell, Éducation, Gender

Die homofeindliche parlamentarische Anfrage über ein Theaterstück, dass manche Grundschüler*innen besucht haben, sorgte für Aufregung. Jetzt veröffentlichte der Unterrichtsminister seine Antwort vorab auf Twitter.



Normalerweise lassen sich Minister*innen mit parlamentarischen Fragen Zeit. Meistens gelangen die Antworten erst an die Öffentlichkeit, wenn sie in der Abgeordnetenkammer angelangt sind. Die öffentliche Empörung über die homofeindliche Rhetorik, die Fernand Kartheiser (ADK) in seiner Frage benutzte (siehe woxx-online: Geschlossen gegen